l'Humanité
25 Aout 2010

Pourquoi défendre la scolarisation en milieu rural ?
Une grande école dans nos petites communes

Par Éric BOCQUET, Maire de Marquillies (Nord)

Après quelques décennies de relatif déclin démographique de nos campagnes, les élus locaux constatent tous que les territoires ruraux redeviennent très « tendance ».

Les nouveaux habitants qui s'y installent appuient leurs choix sur plusieurs critères. Outre le cadre de vie qui est très recherché, comptent également le niveau d'équipement des communes, la présence de commerces, de services publics, de moyens d'accessibilité et surtout la présence d'une école dans la localité. C'est dire si le développement de l'école publique en milieu rural est un élément essentiel du dynamisme général de nos villages.

Or cet atout est sérieusement menacé par les décisions de l'actuel gouvernement prises dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP).

Il y avait en 2007 880 000 enseignants en France. L'objectif annoncé par Nicolas Sarkozy dans son programme ultralibéral était de supprimer 10 % des postes dans l'Éducation nationale, ainsi 16 000 postes ont disparu cette année et 17 000 autres suppressions sont programmées au budget 2011.

Tous les territoires sont concernés mais, à l'évidence, les territoires ruraux sont particulièrement menacés par ces choix. Rappelons ici que sur les 36 682 communes de France, 31 927 sont des communes rurales et comptent moins de 2 000 habitants.

L'idée du pouvoir actuel est de regrouper les « petites écoles » sur un seul site, ce qui permet bien sûr « d'économiser » des postes d'enseignants, avec pour objectif de créer des unités pédagogiques pouvant compter jusqu'à trois cents élèves. Une telle taille de structure n'a aucune efficacité, l'autre conséquence étant l'augmentation mécanique des effectifs dans les classes.

À la rentrée prochaine dans notre département du Nord, trois écoles fermeront leurs portes (définitivement ?). Il s'agit de la commune de Mardyck (Dunkerquois), de Sailly-lez-Cambrai et de celle de Sassegnies dans l'Avesnois.

La fermeture d'une classe, a fortiori d'une école, pour une commune rurale, est toujours une très mauvaise nouvelle parce qu'il y va de l'avenir de la commune.

De plus, toutes les études montrent que l'école rurale est l'école de la réussite ; selon une enquête menée par l'Observatoire de l'école rurale qui a suivi pendant plusieurs années (du CM2 à la fin du collège) une cohorte de 2 500 élèves, le retard scolaire est plutôt moins élevé en milieu rural qu'ailleurs : 18 % en moyenne sur l'ensemble des zones rurales. La moyenne nationale est de 19 % et grimpe à 32 % dans les zones d'éducation prioritaire.

L'autre argument évoqué par le gouvernement pour justifier ces fermetures et regroupements serait le manque de moyens pédagogiques, or la simple observation des réalités contredit cet argument. Les communes investissent chaque année énormément de moyens pour équiper leurs écoles, proposer des services, acquérir du matériel, et se lancer aussi de manière ambitieuse dans le développement des nouvelles technologies.

La décision récente d'obliger les communes à financer les écoles privées (loi Carle) fragilise encore plus nos écoles publiques en milieu rural.

La défense de cette « école à la campagne » est bien l'affaire de tous et nécessite de construire des rassemblements larges, avec les enseignants, les parents d'élèves et les élus, rassemblement où les communistes doivent figurer en bonne place avec nos propositions à verser au débat pour bâtir ensuite la contre-offensive à la casse du service public d'éducation dans nos villages.

Éric BOCQUET

l'Humanité
24 Aout 2010

Quel projet alternatif pour l'école ? Qui enseignera aux baby-boomers de l'an 2000 ?

Par Stéphane Bonnery, RESPONSABLE DE LA CAMPAGNE « ÉCOLE » DU PCF.

Il y a dix ans, tout le monde se réjouissait du baby-boom des années 2000. Dix ans plus tard, le constat s'impose : ces enfants auraient-ils disparu, au point que l'on n'en parle plus, et que l'on supprime des postes d'enseignant ? Comment va-t-on accueillir ces élèves qui entrent au collège ?

En 1994, le nombre de naissances était descendu en France jusqu'à 711 000 seulement par an, situation qui avait peu bougé jusqu'en 1998 (tous les chiffres : Insee).

Ainsi, les 774 800 nouveau-nés de l'an 2000 ont constitué un réel bond. À l'époque, on se souvient des arguments frileux à l'embauche d'enseignants, disant qu'il ne fallait pas s'emballer et attendre de voir si la tendance se confirmait.

Le nombre de naissances par an n'est plus descendu en dessous de 761 500 (2003) et il est même remonté à 796 000 en 2008.

Les générations d'élèves vont continuer à se succéder, posant la question des conditions en matériel et en personnel pour assurer leur éducation.

La première de ces « grosses vagues » de naissances, 2000, s'apprête, dans un an, à entrer au collège. Mais dans quelles conditions ?

Beaucoup de départements, responsables de la construction et de l'entretien de ces établissements, ont fait des efforts, mais sont-ils tous prêts à accueillir ce flot ? Alors qu'il ne reste qu'un an pour s'y préparer, le gouvernement veut appliquer la réforme des collectivités, qui menace de faire disparaître les départements.

Et, avec les réductions drastiques de postes d'enseignant, qui va accueillir ces enfants ? Sans revenir ici sur le danger de remplacer des fonctionnaires par des vacataires, on voit d'ici le grand bazar qu'induirait une gestion au coup par coup, face à l'arrivée d'un tel nombre d'élèves.

Il faut embaucher des professeurs en nombre suffisant sur de vrais statuts de fonctionnaires d'État pour que l'accès au collège, pallier difficile de la scolarité, soit l'occasion d'une démocratisation des apprentissages par chaque élève.

Ce choix se justifie à long terme : cette génération est suivie de cohortes aussi importantes.

Stéphane Bonnery

l'Humanité
24 Aout 2010

Quelles conséquences de société la loi sur l'autonomie des universités a-t-elle ? Une licence déconnectée de la recherche, quels enjeux ?

Par Olivier Gebuhrer, Maître de conférences Honoraire et responsable Enseignement supérieur et Recherche du PCF.

«Juste, nécessaire, équitable » : la publicité gouvernementale s'affiche, dérisoire, chaque soir sur les téléviseurs dans une atmosphère surréaliste, chaque jour plus pesante des collusions de tout type entre la bande du Fouquet's et le big business ; la bataille des retraites est engagée et populaire au sens le plus noble du terme. Moins visible est la continuation de la politique de l'enseignement supérieur inaugurée par la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) et poursuivie avec le sourire et la dernière détermination par Valérie Pécresse ; il en va ainsi de la casse de la formation des maîtres et de la déconnexion du niveau bac + 3 de la recherche ; or, entre cette dernière et la contre-réforme des retraites, un premier lien saute aux yeux : suivant qu'on ait en tête l'idée du « travailler jusqu'à en mourir » du Medef, ou au contraire l'idée d'un temps nouveau de la vie hors du travail contraint permettant une réappropriation de savoirs en mouvement par et pour tous et toutes, la question du choix de société est évident. Les enjeux d'une nouvelle étape dans la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne et du processus de Bologne dans l'enseignement supérieur concernent chacune et chacun d'entre nous, le montrer en peu de mots est l'objet de ce qui suit.

Le sociologue Olivier Schwartz note cette observation d'un travailleur de la métallurgie à l'époque où cette industrie était un fleuron de notre potentiel national : « Je ne fais jamais ce qu'on me dit de faire même quand je fais ce qu'on me dit de faire. » C'est dire à quel point, dans le travail complexe d'aujourd'hui, la mise en question de savoir-faire, fût-elle sous la contrainte de la pire exigence de rentabilité, la réflexion critique sur les problématiques d'hier, la quête constante de nouveaux degrés de liberté sont une nécessité et déjà une réalité irrépressible. Cette dimension fondamentale de l'être humain est incompatible avec le maintien du système capitaliste qui obéit à une tout autre logique. La recherche n'est rien d'autre que la déclinaison savante et organisée de cette dimension. Elle doit donc trouver sa place dès le début des études supérieures. Elle peut la trouver et la trouve dans un corps d'enseignants chercheurs dont la nécessité d'en adapter les contours aux défis d'aujourd'hui ne sera pas examinée ici. La casse d'un métier, dont la constitution, les règles et l'éthique s'appuient non sur une décennie mais sur la lente décantation de générations entières, est le prototype du crime silencieux qu'il faut empêcher. Mais il y a bien plus.

Commentant la chute de l'Empire romain, Charles Parain (1) écrit : « Incriminer le culte de l'argent, la prédominance de l'argent jusque dans la politique, sans doute ; la vraie clef est ailleurs : par conservatisme social, l'Empire renonce aux applications pratiques de la science, ce qui, par une conséquence proche, est renoncer à la science elle-même ; l'anathème au progrès fait tache d'huile, celui-ci engendre le pessimisme. Vous arrêtez le mouvement, comment croirez-vous encore au mouvement, à la vie, à l'avenir ? » Il ne s'agit pas ici, pour des raisons connues, d'envisager la chute du capitalisme mondialisé ; au demeurant, la politique du capital européen ne consiste pas à « renoncer aux applications pratiques », mais à les couper de ce qui les fait naître, et c'est là la parenté avec ce qui précède : le renoncement à la science elle-même ou, ce qui revient au même, son confinement dans un carcan sans oxygène. Même punition, même motif.

Ne concernant en apparence qu'un nombre limité de travailleurs scientifiques, l'affaire a donc, on le voit, des conséquences résistibles mais qui touchent à l'essence même du progrès de la civilisation.

(1) *Marc Aurèle, de Charles Parain. Livre Club Diderot 1957 (p. 52 et suiv.).*

Olivier Gebuhrer

l'Humanité
20 Aout 2010

Quel enseignement pour les enfants ?

Maternelle et élémentaire : la saignée à blanc !

Par Emilie Lecroq, Saint-Denis, réseau école du PCF.

On vient d'apprendre que l'enseignement primaire est saigné à blanc dans les annonces de postes faites pour 2011 : moins de la moitié des recrutements par rapport à 2010 : 2 916 postes de professeurs des écoles sont proposés contre 6 577 l'année dernière (1). À titre d'exemple, l'académie de Versailles qui est l'une de celles où il y a le plus d'élèves, passe de 750 postes à 480 (2) ! C'est dramatique pour les jeunes qui envisagent de passer ce concours. Mais c'est aussi terrible pour les enfants et les familles. Car la natalité se maintient et augmente, même par rapport au baby-boom de l'an 2000 (796 000 nouveaux nés en 2008 contre 774 800 en 2000 – chiffres Insee). Et environ 11 000 professeurs des écoles partiront en retraite en septembre 2011. Qui va enseigner à ces élèves ?

La tactique, pour le gouvernement est double. D'ici à un an ou deux, au nom de l'autonomie des établissements, l'État veut obliger à des recrutements locaux d'enseignants vacataires (pour les établissements qui le pourront selon les dons du privé, des familles et des collectivités locales). Cette application de la conception européenne des services rendus aux publics dans un fonctionnement marchand est une trahison envers l'école de la République, un gâchis face aux besoins d'une nouvelle étape de démocratisation scolaire. À court terme, le gouvernement veut fermer les classes de toute petite, petite et moyenne section de maternelle pour récupérer les postes en élémentaire et y maintenir un nombre d'enseignants tolérable face aux élèves. C'est déjà ce qui s'était passé depuis le baby-boom de l'an 2000, où ce sont les élèves de deux ans, puis trois ans (et même des quatre ans dans les zones à plus faible densité) qui n'ont plus été accueillis.

C'est dramatique car aucune structure ne peut mieux que l'école maternelle permettre le développement de l'enfant par le biais du savoir, lui faire acquérir ce qui est indispensable à l'entrée au CP (savoir découper, tenir un stylo, classer des éléments par critères, reconnaître des sons, identifier les étapes d'une histoire…). La scolarité obligatoire dès l'âge de trois ans (et la scolarisation dès deux ans pour les familles qui le souhaitent) est nécessaire pour avancer vers l'égalité de réussite scolaire, pour préparer chacun à une scolarité longue, indispensable dans un monde où les savoirs seront plus complexes. Créons des collectifs de lutte, école par école, pour obtenir l'ouverture des classes nécessaires à cette scolarisation.

Avant deux ans, les naissances se poursuivant, l'exigence grandit de création d'un service public de la petite enfance pour à la fois harmoniser les structures existantes et déployer les

capacités d'accueil sur tout le territoire national. Ces structures sont un atout pour le développement de l'enfant. Elles le sont aussi pour libérer les couples, et en particulier les jeunes mères dans leur vie sociale et professionnelle.

L'augmentation des effectifs montre un défi : répondons-y non par le marché, mais par le service public d'éducation, comme un enjeu de civilisation !

(1) http://www.education.gouv.fr/cid52536/postes-offerts-aux-concours-de-recrutement-2011.html.

(2) *Les chiffres par académie :* http://www.education.gouv.fr/cid4438/postes-offerts-aux-concours-externes.html.

Emilie lecroq

19 Aout 2010

Les mouvements pédagogiques en péril ? Une attaque significative et scandaleuse

Par Marine Roussillon, Réseau école du PCF.

L a réduction de la moitié du financement de la petite poignée de postes alloués par l'État au GFEN (Groupe français d'éducation nouvelle), au CRAP (les Cahiers pédagogiques) et à l'ICEM (mouvement Freinet), annoncée de façon cavalière en plein été, est scandaleuse car elle met l'action de ces associations en péril.

Le gouvernement ne fera croire à personne que la réintégration des cinq ou six personnels concernés comblera les manques d'enseignants devant les élèves, alors que des dizaines de milliers de postes ont été supprimés depuis plusieurs années.

Comme avec le démantèlement de la formation des professeurs, ce sont les conditions de la formation des enseignants et du débat pédagogique qui sont visées.

C'est cohérent avec le renoncement à l'objectif de former à égalité toute une classe d'âge durant la scolarité unique (socle minimal de connaissances disjoint du programme complet) et le renoncement à une éducation de qualité pour tous les jeunes après la scolarité unique (suppression du lycée professionnel…).

C'est encore cohérent avec le mépris pour le travail réel que font les enseignants qui, pour essayer de conjuguer l'enseignement à tous et le maintien d'exigences culturelles et cognitives, ont besoin d'outils pédagogiques.

Il y a débat pédagogique, sur les finalités et les modalités ? Tant mieux, c'est ainsi que la réflexion avance, et pas dans l'autoritarisme des réformes qui tombent d'en haut. Tant mieux aussi car il y a besoin d'échanger entre les conceptions pédagogiques plurielles portées par ces mouvements et le cap politique qui doit guider les réformes de l'institution.

Pour nous, la finalité politique, c'est d'armer tous les enfants du pouvoir de penser que peuvent procurer les savoirs, à la fois en les acquérant et en les questionnant ; c'est de prendre pour modèle du système scolaire l'enfant qui n'a que l'école pour s'approprier la culture, les savoirs savants et techniques ; c'est de parier sur le fait d'apprendre ensemble plutôt que chacun dans son coin, contre les autres. C'est l'esprit que nous fixons à une nouvelle réforme de démocratisation scolaire. Nous voulons converger avec tous ceux qui partagent ces objectifs, parce que la réflexion pédagogique, y compris contradictoire, est nécessaire pour les atteindre.

L'action des mouvements pédagogiques, et plus généralement de tous les acteurs et des producteurs de réflexion pédagogique, est de ce point de vue indispensable.

Marine Roussillon

18 Aout 2010

Quel projet pour l'école ?
L'égalité a un coût; cela commence par l'école

Par Yvan Nemo, professeur des écoles, Réseau école / PCF77.

L'égalité a un coût, il faut le savoir. Pour l'école, cela signifie tout simplement plus de moyens pour ceux qui en ont peu au départ, ou qui sont largement défavorisés, comme le serait un joueur qui entrerait dans un jeu avec les cartes d'un autre jeu et ne pourrait, littéralement, pas « prendre part » au jeu…

Pour ces joueurs-là, il est nécessaire d'abord de se procurer les bonnes cartes (les fabriquer) puis d'apprendre à s'en servir, un peu comme les mots d'une langue étrangère.

Ce travail, cet effort particulier, a un coût, ne serait-ce que parce qu'il demande du temps et des « détours ». Ce coût s'impose, en premier lieu, aux « joueurs » défavorisés eux-mêmes qui le supportent, pour l'essentiel, à l'école et tout au long de leur vie.

Si, comme le dit Balzac, « le jeu suppose l'égalité », cette égalité, dans le jeu du monde social, n'est jamais donnée au départ et la rechercher est déjà un coût.

D'une certaine manière, l'égalité n'est que la lutte contre l'inégalité et le coût nécessaire pour commencer à l'obtenir n'est toujours qu'une fraction du coût de l'inégalité.

Car l'inégalité aussi a un coût…

Si le coût de l'égalité, par définition visible, peut être comparé à la partie émergée de l'iceberg, le coût de l'inégalité ressemble, lui, à sa partie immergée : énorme, non visible et, pour ces raisons, capable de causer des dégâts aussi importants qu'irréversibles.

L'inégalité, violence initiale, inerte et invisible, inscrite dans les structures économiques et sociales et dans les mécanismes qui en assurent le maintien, finit toujours par se payer par une violence encore plus grande qui frappe d'ailleurs le plus souvent celles et ceux qui sont les victimes premières de cette inégalité.

C'est ce qu'il faut avoir à l'esprit, notamment lorsqu'on évoque les « faits divers » qui en sont souvent l'expression.

On peut songer au drame récent survenu aux Mureaux, où une famille partant en vacances a été littéralement assaillie et a assisté, impuissante, à « la mise à mort » à mains nues de l'un de ses membres par ce qu'on peut presque appeler une « meute » humaine, aussi déterminée que livrée elle-même au seul déferlement de sa haine.

Un tel drame ne relève pas du hasard, ou sa « folie » de la seule folie individuelle et collective qui s'y est exprimée.

Il relève tout autant d'une autre logique, aussi implacable qu'impitoyable, aussi réelle qu'inavouable, celle d'une « pesanteur » de la société tout entière, invisible et pourtant capable de broyer n'importe qui : la « logique d'apartheid ».

Cette logique, aussi réelle que difficile à admettre et reconnaître, est pourtant au cœur de notre société, paradoxalement profondément inégalitaire ; c'est également elle qui parvient à s'imposer, à travers de nombreuses réformes actuelles, dans la vision de l'école et de sa mission, en cherchant à appauvrir encore plus la mixité sociale, la culture commune, en cherchant à séparer les populations, les savoirs, les destins…

Le coût de l'inégalité ne se mesure pas seulement à la souffrance et à la violence visible ou invisible qui meurtrit les personnes, il se mesure aussi à l'aune des moyens que la société doit mobiliser pour en combattre les effets les plus déstabilisants.

Ce coût est exorbitant, tant sur le plan de la destruction de l'humanité qu'il implique que sur le plan de sa réparation, toujours aussi imparfaite et partielle que peut l'être une prothèse.

Oui, l'égalité a un coût, les deux choses sont même indissociables : si nous revendiquons le droit à l'égalité, nous ne devons pas avoir honte de son coût, nous devons le revendiquer.

« Celui qui ouvre la porte d'une école ferme une prison », disait Hugo.

Ce n'est pas de l'école que nous devons avoir honte, c'est de la prison.

Yvan Nemo

18 Aout 2010

Comment lutter contre l'absentéisme scolaire ?

Les pyromanes

Réseau école du PCF.
Fin juin, l'Assemblée nationale a voté, sur proposition de l'UMP, la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire. Voilà une décision de pyromanes se faisant passer pour des pompiers !

Les évaluations de l'administration comme les recherches universitaires ont déjà montré l'inefficacité en la matière de la seule sanction. L'objectif de l'UMP est donc ailleurs : mettre à l'index les familles et les élèves en difficulté ; faire de tout problème de société un problème de culpabilité individuelle, qui dédouane le gouvernement des effets de sa politique qui ne peut qu'accroître l'absentéisme.

La suppression des postes de travailleurs sociaux et des professionnels de l'éducation nationale (conseillers d'orientation-psychologues, enseignants de Rased, conseillers principaux d'éducation...) ne peut que laisser s'enfoncer davantage les familles les plus précaires (qui sont le plus souvent concernées par l'absentéisme). Les culpabiliser et les sanctionner financièrement est inefficace et scandaleux de la part de l'UMP, qui les étrangle.

Les recherches sur le décrochage montrent que, pour les jeunes à la scolarité fragile, les complications matérielles accroissent les absences. Or ces conditions matérielles sont aggravées par la politique actuelle : les déplacements lointains vont s'accroître avec les regroupements d'établissements prévus par le gouvernement en primaire comme dans le secondaire. Et, du fait des suppressions de postes, les enseignants malades non remplacés vont accroître les situations de discontinuités pédagogiques si propices au décrochage des plus fragiles.

La politique de la droite, en concentrant les élèves dans les classes, en raréfiant le personnel enseignant et en saccageant sa formation, dégrade les conditions d'études des élèves. Et elle renonce à enseigner à toute une génération la même chose en cantonnant les écoles populaires à de l'exécution sans compréhension : les élèves ne pourront que ressentir les effets de cette politique et, pour les plus fragiles, se décourager d'étudier, donc de venir à l'école.

Au rebours de ce vote démagogique et contre-productif, plutôt que d'accroître le problème, qui existait certes avant ces gouvernements, il faut s'y attaquer réellement. Le décrochage n'est pas une fatalité. Une politique de démocratisation scolaire pourrait créer les conditions pédagogiques qui donnent envie aux enfants de venir apprendre, d'identifier le sens de l'école, de saisir le pouvoir, de comprendre le monde que la scolarité peut procurer. L'allongement des études pour toute une génération est compatible avec la réussite de tous les élèves, mais pas à n'importe quelles conditions pédagogiques créées par le politique.

Plan de recherche en éducation, relance de la formation des maîtres, dégagement d'heures des enseignants pour les associer à la réflexion pédagogique, soutien aux familles et aux jeunes… Voilà des orientations à rebours de ce vote inefficace et démagogique.

Réseau école du PCF.